

Agriculture | Pyrénées-Atlantiques: convoitées et chères, ces terres qui se font désirer



Comment maintenir une activité agricole sur des territoires où le prix du foncier atteint parfois des proportions exorbitantes ? Et comment faciliter dans ce contexte l'installation d'une nouvelle génération d'exploitants n'ayant pas hérité de terrains de leurs parents ? Bref, quel avenir assurer à ces « hors-cadres familiaux » dont le nombre ne cesse de s'accroître ? Le sujet a été abordé lundi lors de la Conférence départementale du foncier rural organisée par la Safer au lycée agricole de Montardon. Il n'a pas toujours été simple d'y répondre.

L'année dernière, plus de 5 000 hectares de terres ont été mises sur le marché foncier rural dans les Pyrénées-Atlantiques, pour une valeur totale de 345 millions d'euros. Sachant que la majorité des terres rurales vendues dans le département (58%) ont été acquises par des agriculteurs

La Safer a joué ici son rôle. Les 645 hectares qu'elle a acquis l'an passé ont, dans leur très grande majorité été revendus pour développer l'activité agricole et consolider des exploitations déjà existantes. Ils ont également servi à installer et à soutenir de jeunes agriculteurs. Un coup de main qui ne relève pas du détail dans un département où, contrairement à d'autres régions, de nombreux jeunes continuent chaque année à se lancer dans les métiers de la terre.

Comme le prévoient les missions de la Safer, une partie des surfaces acquises (30 hectares) a par ailleurs été mise au service des collectivités afin de contribuer au développement local. Enfin, un peu moins de 10 hectares ont été rétrocédés pour protéger les paysages et l'environnement.

Toute une activité à laquelle sont venus s'ajouter d'autres services. Tel celui qui a amené la SAFER à aider 160 propriétaires à mettre 1 278 hectares de terres à la disposition d'exploitants agricoles.

La menace des concentrations

A une époque où près de 40% des agriculteurs qui s'installent sont aujourd'hui des hors-cadres familiaux, l'accession au foncier et son financement relèvent toutefois du casse-tête. « De nouveaux chemins » sont à trouver

dans ce domaine, estime la Safer. Celle-ci a lancé le débat à Montardon tout en rappelant, par le biais de témoignages vidéo, qu'il y a urgence à agir.

C'est ce que pense par exemple Jean-Marie Gilardeau, le secrétaire général de l'Association Nationale de Développement des Espaces Ruraux (ANDER) . Des dizaines de milliers d'hectares sont achetés aujourd'hui en Europe par des investisseurs et autres fonds de pension, souligne-t-il. Terres qui sont exploitées par des agriculteurs ramenés au rôle de salariés ou de prestataires de service.

Certes, les Pyrénées-Atlantiques où les fermes familiales sont nombreuses et l'attachement à la propriété très enraciné, ne ressemblent pas à la Roumanie ou à d'autres pays . Cela étant, le phénomène de concentration touche aussi la France. Même si le statut du fermage y joue un rôle protecteur vis-à-vis du bailleur.

« En 1990, on dénombrait 8 millions d'exploitations agricoles dans notre pays. En 2010, elles n'étaient plus que 5 millions, avec 20% des exploitations les plus grandes qui travaillaient 63% des terres » rappelle un autre témoignage de Robert Levesque, directeur de Terres d'Europe.

La boîte à outils suffit-elle ?

Conventions de mise à disposition, portages fonciers, aides à la trésorerie, prise en charge de frais notariés et l'on en passe... Une « boîte à outils » que la Safer et divers autres partenaires peuvent utiliser existe déjà pour aider à l'installation et à la transmission d'entreprise. Cela suffit-il ? Il importe également de jouer groupé a rappelé le débat organisé à Montardon.

Celui-ci réunissait notamment Roland Podenas, le directeur de la cave coopérative de Crouseilles ; Philippe Thibault, responsable des financements agricoles au Crédit Agricole, ainsi que Michel Etchebest, maire de Mauléon et vice-président de la Communauté de communes du Pays Basque. Un élu pour lequel « l'agriculture est consubstantielle de la vie d'un territoire ». Mais qui estime aussi que la vie de ce même territoire doit être portée par tous ses acteurs " et pas seulement par le monde agricole ».

Le ton est déterminé. Cela n'empêche pas le chemin d'être caillouteux. Car les obstacles ne manquent pas. « Au Pays Basque, la transmission de la terre est un vrai frein à l'installation des hors-cadres. Même quand la tradition agricole disparaît, la terre est gardée comme un patrimoine ». L'envolée des prix qui atteignent parfois des montants ahurissants, et la spéculation faite sur l'avenir des surfaces agricoles que certains espèrent voir un jour s'urbaniser, constituent un autre écueil de taille.

L'intérêt de jouer groupé

Raison de plus pour se mobiliser, définir une ligne de conduite et chercher des solutions innovantes estime Michel Etchebest. Avant de rappeler au passage les atouts que les signes de qualité, nombreux dans les Pyrénées-Atlantiques, constituent pour l'agriculture départementale.

Lundi, cette richesse a également été évoquée par Joël Aubert, rédacteur en chef du site Internet Aqui.fr. Invité à participer à la rencontre, celui-ci a estimé que les investisseurs doivent « arriver avec des logiques de développement économique " des pays et secteurs dans lesquelles ils s'installent.

«Ensemble, imaginons comment occuper demain le territoire avec des agriculteurs, debouts et dignes de ce nom » a renchéri Francis Massé, le président de la Safer Aquitaine Atlantique, chaud partisan des partenariats noués entre organisations économiques, professionnelles et collectivités. Le geste valant mieux que la parole, une convention de portage foncier bénéficiant à des jeunes vignerons a été signée dans les minutes qui ont suivi entre son organisme et la cave coopérative de Crouseilles.



Jean-Jacques Nicomette

Crédit Photo : Aqui

Publié sur aqui.fr le 05/04/2017

[Url de cet article](#)